

Joshua Mitchell: «Méfions-nous du doux despote qui veut nous protéger de la mort à tout prix»

GRAND ENTRETIEN - Le professeur de théorie politique de l'université de Georgetown*, à Washington, met en garde contre les risques de la distanciation sociale, un «*virus politique qui tue l'esprit de la démocratie*» en poussant les individus isolés à s'en remettre à un super-État omnipotent.

Par **Laure Mandeville**

Publié hier à 19:41, mis à jour hier à 19:42



Fabien Clairefond

LE FIGARO. - Vous soupesez les risques, dans un récent article, de la distanciation sociale, et vous vous demandez si la démocratie survivra à une pratique qui touche désormais plus de 3 milliards d'individus. Que craignez-vous?

Joshua MITCHELL. - Nous avons aujourd'hui une notion très parcellaire de ce qu'est la démocratie. Nous disons qu'une nation est démocratique si le vote est conduit de manière équitable et juste, et si les gens sont représentés. Mais le vote et la représentation, aussi importants soient-ils, ne sont pas suffisants pour assurer la bonne santé de la démocratie. Il doit y avoir un esprit de la démocratie, qui ne peut être développé et maintenu que si les citoyens, dans leurs vies quotidiennes, travaillent chaque jour à construire un monde avec leurs compatriotes. La «distanciation sociale» est de ce point de vue le grand ennemi de l'esprit de la démocratie. Je comprends le besoin immédiat de «distanciation sociale», pour empêcher le coronavirus de se propager, mais n'oublions pas que la «distanciation sociale» est un virus politique qui tue l'esprit de la démocratie.

La perspective de la mort, écrivez-vous, pourrait nous mener à nous retirer en notre propre monde, et à nous appuyer, par le télétravail, les réseaux sociaux et l'isolement, sur le «despotisme doux» de l'État, que Tocqueville redoutait. Devons-nous relire Tocqueville pour comprendre les défis du Coronavirus?

J'ai étudié et écrit sur l'œuvre d'Alexis de Tocqueville toute ma vie professionnelle - c'est-à-dire à peu près quarante ans. C'est l'un des esprits les plus clairvoyants du XIX^e siècle. Pour comprendre la sorte de tyrannie que nous devons craindre pour le futur, lisez ce qu'il a écrit en 1840, dans *De la démocratie en Amérique*. Sa prédiction était incroyablement prophétique. Il avait compris qu'avec l'effondrement de l'âge aristocratique, les rôles sociaux qui nous étaient assignés et nos obligations par rapport aux autres, allaient disparaître, et qu'il y aurait de moins en moins de liens susceptibles de nous relier les uns aux autres. Il avait deviné que nous serions hantés par la solitude et que nous rechercherions le soutien du seul pouvoir visible, l'État, pour nos besoins. En Europe, les citoyens tournent notamment leurs regards vers l'Union européenne, qui leur promet la sécurité

économique et aussi l'autosatisfaction de «la fin de l'Histoire». C'est «le despotisme sous un autre nom» (pour paraphraser Tocqueville), il ne soumet pas et ne démoralise pas en portant atteinte à notre corps ; il s'en prend directement à notre âme - en promettant la sécurité physique et en encourageant le divertissement incessant pour nous distraire de l'ennui et de l'anxiété. Mais cet État, ou ce super-État, fait autre chose, que Tocqueville n'avait pas anticipé: il nous soulage de la dette irremboursable que tant d'Occidentaux ressentent à cause de leur histoire nationale. Il leur dit, venez à moi, renoncez à vos nations, et en échange, je vous donnerai la paix de l'esprit. En achetant cette paix que le christianisme aurait pu offrir à travers la notion de pardon, mais qu'il ne peut fournir aujourd'hui (parce qu'il n'est plus en vogue), les citoyens renoncent à leur chance de construire un monde national ensemble et regardent vers le haut, au lieu de regarder vers leur voisin.



Les réseaux sociaux – c'est-à-dire la vie vécue de manière digitale –, ne peut se substituer à la vie qui se vit sur le sol, dans le monde humain que nous construisons ensemble en temps réel

Joshua Mitchell

Vous craignez la disparition des interactions directes, mais les réseaux sociaux ne nous fournissent-ils pas temporairement des possibilités d'interactions salutaires en ce temps d'isolement forcé?

Les amis des réseaux sociaux sont des suppléments à l'amitié authentique, pas des substituts. Pour comprendre ce qu'ils peuvent faire ou ne pas faire, pensez à la relation entre un repas et des vitamines. Les vitamines peuvent compléter un repas, mais elles ne peuvent s'y substituer. Aujourd'hui, alors que nous vivons toujours

dans le souvenir des interactions de la vraie vie dans nos esprits et nos cœurs, les réseaux sociaux apparaissent comme une vraie chance. Mais si nous continuons sur ce chemin de la distanciation trop longtemps, nous tomberons malades. L'homme se renforce avec des compléments, mais meurt s'il en fait des substituts. Les réseaux sociaux - c'est-à-dire la vie vécue de manière digitale -, ne peut se substituer à la vie qui se vit sur le sol, dans le monde humain que nous construisons ensemble en temps réel.

L'un des aspects menaçants du gentil despote dont vous parlez est sa propension à utiliser l'intelligence artificielle pour surveiller ses citoyens au nom du combat contre la pandémie. En Asie, les gens semblent prêts à accepter l'abandon de leur vie privée à cette fin. La puissance montante de l'État de surveillance pourrait-elle être une conséquence durable de la crise?

C'est une question difficile, non pas parce que la réponse est difficile à trouver, mais parce que la réponse que je vais y donner est difficile à accepter. Je ne peux parler de manière informée de ce qui se passe en Asie. Mes observations ont plutôt trait à l'Europe et au monde anglo-saxon. Ce qui est remarquable est la rapidité avec laquelle notre attention a été reportée sur la pandémie du coronavirus et à quel point nous avons volontairement abandonné toutes nos libertés, afin d'empêcher la mort d'entrer dans nos maisons. On nous dit que le virus met plusieurs semaines à incuber, qu'il est mortel, et que pour cette raison nous devons transformer notre monde, et user de toutes les ressources technologiques, y compris la surveillance de l'intelligence artificielle, pour nous protéger. Mais imaginez le scénario suivant: nous découvrons qu'il existe un virus qui prend 70 ans à incuber, et qui est 100 % mortel. Transformerions-nous complètement notre monde pour tenir la mort à distance? Vous avez peut-être anticipé où je veux en venir. Chaque être humain qui a vécu a contracté ce virus. C'est notre «destin de mortel». Nous acceptons

cette mortalité. Nous ne devons pas la braver inutilement, nous devons chérir la vie qui est un don, mais ce n'est pas la valeur suprême. Si c'était le cas, nous ferions ce que nous sommes en train de faire face au Covid-19, et plus, pour garder la mort hors de nos maisons. Or il y a d'autres choses, auxquelles nous avons la chance de contribuer, parfois de belle manière, même si nous avons tous contracté «le virus de 70 ans». Nous venons au monde et nous périssons, mais nous passons quelque chose à nos enfants, en sus de la malédiction du virus de 70 ans. Sinon, il n'y aurait ni civilisation, ni enfants. C'est ce qui me préoccupe.

Nous sommes si effrayés par la mort aujourd'hui, que nous sommes prêts à tout, oui à tout, pour l'écartier. Même à renoncer à la civilisation que des centaines de générations qui sont venues avant nous - et qui avaient toutes contracté le virus de 70 ans, avaient construite, alors même qu'elles savaient qu'elles allaient mourir. Peut-être la meilleure réflexion du XXe siècle sur ce thème peut-elle être trouvée dans les dernières pages du *Meilleur des mondes*, le roman d'Aldous Huxley écrit en 1931. La conversation se déroule entre le contrôleur du monde, Mustapha Mond, et John Savage, un outsider qui rejette la société globale administrée que Mustapha Mond contrôle. Mond lui explique en termes clairs que s'il veut la liberté, l'amitié, l'amour et des enfants, il devra aussi vivre avec la douleur et la mort. Laissez-moi répéter ce que je vous ai dit, car je ne veux pas être mal compris. Je ne propose pas que nous acceptions la mort par le coronavirus et que nous agissions imprudemment face à ce danger. Je propose plutôt que dans tout ce que nous ferons, demain, et dans le futur plus lointain, nous agissions sans oublier que nous avons déjà contracté le virus de 70 ans. Je suppose, sans pouvoir le prouver, que cela nous permettra de penser plus clairement à la mort que nous ne pourrions éviter en nous mettant en quarantaine, et de mieux vivre dans l'intérim.



L'État doit accomplir un certain nombre de missions, pour que le capitalisme fonctionne correctement. Il est temps que nous nous souvenions de cette leçon.

Joshua Mitchell

N'est-il pas trop tôt pour s'inquiéter de l'émergence d'un État trop envahissant? En Europe, nous en sommes plutôt à critiquer la faiblesse et le manque de vision des gouvernements qui avaient sacrifié les responsabilités stratégiques qui relèvent des États au nom du commerce. Les États ne devraient-ils pas récupérer les pouvoirs et responsabilités qu'ils avaient abandonnés à un marché devenu fou?

Quand Tocqueville écrivait en 1840, la plus grande entité qu'il puisse envisager était l'État nation. Mais aujourd'hui, beaucoup de personnes, sur la gauche du spectre politique, rêvent d'un État supranational, qu'il s'agisse de l'Union européenne ou de quelque chose de plus large encore, peu discernable à l'horizon, qui pourrait gérer et coordonner les vies de tous les habitants de la planète. Je pense que si Tocqueville était de retour, il dirait sans se contredire que l'homme a besoin d'une maison, et que la plus grande maison que nous puissions avoir est l'État nation. Il ajouterait immédiatement que l'État doit développer des arrangements fédéraux, afin que les citoyens puissent construire leur monde au plan local. Si les citoyens reçoivent une part de la gestion de la «cité», même modeste, ils aimeront leur nation de manière saine.

Depuis 1989, nous avons trop renoncé à l'État nation, dans l'espoir qu'un super-État nous sauverait. Cela signifie que les muscles des États nations sont terriblement atrophiés. Or la catastrophe actuelle nous montre que nos États, pas l'Union européenne, sont en première

ligne pour tenter désespérément de faire face. Le problème, comme vous le notez, est bien plus large que la pandémie actuelle. Les grandes corporations aiment le globalisme, qui affaiblit le seul mécanisme capable de contenir leur pouvoir, c'est-à-dire l'État. Adam Smith, dont le grand classique, *La Richesse des nations*, est souvent présenté comme la justification du capitalisme global, avait écrit sur ce sujet, même si peu de gens connaissent ce passage de son ouvrage. Sans État, pas de capitalisme, expliquait-il. L'État doit accomplir un certain nombre de missions, pour que le capitalisme fonctionne correctement. Il est temps que nous nous souvenions de cette leçon.

Dans un article récent, qui devrait provoquer la polémique, le penseur catholique américain Rusty Reno critique le «sentimentalisme» qui place la vie au centre de tout. Il estime qu'il y a des choses plus précieuses que la vie physique, comme l'honneur ou la justice, et se dit horrifié que les prêtres ne peuvent visiter les malades et consoler ceux qui pleurent leurs morts, pendant le coronavirus. Pour lui, il y a un aspect diabolique dans cette attitude qui, en voulant sauver des vies à n'importe quel prix, finit par nous priver de notre courage. Si on peut comprendre son point de vue, n'y a-t-il pas aussi de la noblesse à vouloir faire des anciens et des personnes fragiles une priorité?

Je connais Rusty Reno et j'ai un immense respect pour lui. Ce qu'il a écrit devait être dit, et personne ne l'a fait avant lui. La vie n'est pas la valeur suprême. Si elle ne l'est pas, cela signifie qu'il n'y a pas de choix moraux faciles. Nos parents ont besoin de nous. Allons-nous les laisser mourir seuls, surtout s'ils veulent recevoir les derniers sacrements? Les prêtres prononcent des vœux. Leurs vœux présupposent que la mort éternelle doit être crainte beaucoup plus que la mort humaine. Ont-ils reculé face à la mort, pendant les guerres et les épidémies, pendant les 1800 ans qui ont suivi

l'installation du christianisme comme religion de l'Empire romain par Constantin? Je ne suggère pas que cette considération soit la seule que l'Église doit prendre en compte. Mais je pense qu'elle doit l'avoir en tête. Sinon, elle cesse d'être l'Église.



Le fait d'être un philosophe politique fait que j'ai passé ma vie à lire les grands auteurs qui nous ont alertés sur la séduction douce de la tyrannie et la difficulté de défendre la liberté

Joshua Mitchell

L'approche de Reno, bien que ses motivations soient morales et non économiques, fait écho au dilemme que Donald Trump met sur la table, quand il suggère que nous devrions retourner au travail, même si cela signifie un grand nombre de morts. Le fil commun est que la vie n'est pas la valeur ultime. Mais cela est difficile à avaler, surtout dans des sociétés qui sont habituées à l'idée de la jeunesse éternelle, voire de la quasi-immortalité (avec le rêve technologique de l'homme agrandi).

Rusty Reno pense en termes moraux. Le débat économique croise l'argument moral, mais ce n'est pas la même chose. L'argumentation économique du président est influencée par un chercheur nommé Richard Epstein, qui a été l'un des pionniers du mouvement «Droit et économie». Il a étudié à l'université de Chicago, enseigne aujourd'hui à la faculté de droit de l'université de New York, et a écrit récemment un article publié par la Hoover Institution. La Maison-Blanche a été très influencée par ce texte. L'argument central en est que les gens meurent tout le temps de tas de causes, et que pour peser de manière appropriée les décisions d'une quarantaine globale pour cause de coronavirus, vous devez prendre en compte le nombre de vies additionnelles que vous allez perdre par suicide, réallocation des

ressources hospitalières, ou en raison de la pauvreté que l'effondrement de l'économie mondiale pourrait générer... Quand vous faites ce calcul, vous réalisez que «sauver des vies» ne peut simplement signifier que nous ne prêtons attention qu'au coronavirus.

À quoi ressemblera le monde quand nous nous réveillerons de ce cauchemar?

Les crises semblent toujours révéler un futur qui pourrait aller bien si nous changeons nos manières de faire, ou au contraire, qui pourrait tourner très mal, si nous persistons dans les pathologies dont nous souffrons déjà. Le fait d'être un philosophe politique fait que j'ai passé ma vie à lire les grands auteurs qui nous ont alertés sur la séduction douce de la tyrannie et la difficulté de défendre la liberté. Quand le monde déclare que cette crise est médicale et ignore les implications de la «distanciation sociale», j'ai peur que cette crise ne devienne le prétexte à l'érosion toujours plus grande du monde humain dont nous avons tant besoin - celui des voisins, des amis, des amours, des associations informelles, et de nos nations - au prétexte de repousser la mort. Mon espoir toutefois est que nous émergions de cette crise, avides d'un monde pleinement humain, avec la conscience que pour y vivre et le transmettre à nos enfants, nous nous résignerons à vivre avec la vérité, qui est que nous avons déjà contracté le virus de 70 ans, dont aucune quarantaine ne nous sauvera.

**À notamment publié: «Tocqueville in Arabia», Chicago University Press, 2013.*